

**15.479****Parlamentarische Initiative****Bourgeois Jacques.****Stopp dem ruinösen Preisdumping
beim Zucker! Sicherung
der inländischen Zuckerwirtschaft****Initiative parlementaire****Bourgeois Jacques.****Stop au bradage ruineux du sucre!****Pour la sauvegarde
de l'économie sucrière indigène***Fortsetzung – Suite***CHRONOLOGIE**

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 28.02.18 (VORPRÜFUNG - EXAMEN PRÉALABLE)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 19.06.20 (FRIST - DÉLAI)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 03.05.21 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 03.06.21 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 14.09.21 (FORTSETZUNG - SUITE)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 15.09.21 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 01.10.21 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 01.10.21 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Levrat Christian (S, FR), pour la commission: Je vais m'en tenir à l'injonction du président de notre conseil, qui nous intimait hier l'ordre d'être brefs et efficaces.

Il s'agit du projet sur le sucre, dont nous avons déjà débattu lors de la session de juin lorsque la Commission de l'économie et des redevances de notre conseil vous avait proposé, par 7 voix contre 6, de ne pas entrer en matière. Lors du débat de juin, le conseil avait décidé, par 25 voix contre 18, d'entrer en matière et avait demandé à la commission de procéder à la discussion par article.

Votre commission a saisi l'occasion de ce nouvel examen pour organiser des auditions avec les représentants de l'industrie, des producteurs de sucre et de Sucre Suisse SA, et pour demander à l'administration une note clarifiant une partie des questions qui avaient fait l'objet du débat dans notre conseil. Cette note nous a été livrée. Elle porte, pour l'essentiel, sur trois points: d'abord sur la situation actuelle des marchés mondiaux et européens; ensuite sur les effets de la solution du double zéro à la frontière et sur les effets de la prolongation de la protection à la frontière de 7 francs par 100 kilogrammes; et enfin sur la stratégie du Conseil fédéral.

Ce que l'on peut dire sur la question des marchés, c'est que l'Union européenne – vous vous en souvenez, c'était l'objet de la dispute de juin – est passée, au cours des toutes dernières années, d'une situation dans laquelle elle était un exportateur net de sucre à une situation dans laquelle elle est un importateur net de sucre sous sa forme pure et un exportateur net de sucre dans les produits transformés. Ainsi, la situation au sein de l'Union européenne a légèrement évolué au cours des dernières années.

En matière de prix, tous semblent s'accorder à considérer que les tendances les plus récentes indiquent une hausse des prix aussi bien sur le plan global – en raison d'une réduction des stocks et d'une baisse de la production – que sur le plan européen, où nous devons nous attendre à un rebond du prix du sucre.

Le deuxième point de cette note, qui a été clarifié, porte sur la protection douanière minimale temporaire, donc sur les 7 francs par 100 kilogrammes bruts. Nous sommes aujourd'hui d'accord pour considérer que cela pourrait augmenter le prix du sucre de 14 millions de francs par année au maximum. Sur la base de l'historique, des dernières années en particulier, l'administration, rejointe en ceci aussi bien par les producteurs que par l'industrie, pense que la dispute porte sur quelque chose comme 3 millions de francs par année. Simplement



pour mettre les choses en perspective, 3

AB 2021 S 771 / BO 2021 E 771

millions de francs par année représentent moins de 1 pour mille du budget agricole. Cela représente également moins de 1 pour mille du chiffre d'affaires de l'industrie concernée, qui se monte à 1,8 milliard de francs. Nous sommes en train de mener une discussion à la marge tant de la politique agricole que de la situation de l'industrie concernée.

Enfin, le Conseil fédéral nous a exposé sa stratégie pour les trois années à venir, à savoir qu'il entendait:

1. soutenir une production durable de betteraves sucrières par des projets de recherche ciblés, notamment pour trouver une solution sur le plan phytosanitaire, sur laquelle je ne reviens pas;
2. encourager de manière ciblée une production durable de betteraves sucrières au moyen d'incitations écologiques; ce sont les contributions à la surface versées aux producteurs telles qu'elles ont été pratiquées au cours des dernières années – nous y reviendrons dans la discussion par article;
3. maintenir les mesures ciblées de soutien par une augmentation à la contribution à des cultures particulières;
4. maintenir le système de protection douanière de façon que l'industrie alimentaire suisse utilisatrice de sucre reste compétitive.

Voilà pour le contenu des clarifications utiles que l'administration a apportées.

Les auditions n'ont pas fait ressortir d'éléments fondamentalement nouveaux, si ce n'est le souci des producteurs face à la réduction du nombre d'hectares de betteraves sucrières qui sont cultivés, leur satisfaction quant à l'effet des mesures temporaires qui avaient été décidées – nous débattons maintenant de leur prolongation –, et le faible coût pour l'industrie chocolatière des mesures proposées, puisque la protection à la frontière dont nous allons débattre représente 0,3 centime pour une tablette de chocolat selon le calcul des producteurs de sucre.

S'agissant de l'industrie, nous avons entendu les directeurs de Chocosuisse et de Toblerone AG, à Berne. Ils indiquent que l'industrie est déjà dans une situation de pression, qu'ils garantissent 8000 emplois et que le renchérissement des matières premières avec lesquelles ils travaillent conduit à réduire leur marge, donc leur compétitivité, au détriment de l'emploi en Suisse et en faveur de leurs concurrents étrangers.

Après en avoir assez longuement débattu, la commission est arrivée à la conclusion qu'il convenait de suivre le Conseil national, de proroger le système actuel et de fixer ma foi dans la loi, puisque c'est le débat auquel nous sommes confrontés, un soutien minimal à la frontière et un soutien aux cultures particulières, et de limiter par contre – et c'est là la divergence que nous avons avec le Conseil national – ce soutien à 2026 de manière à pouvoir procéder à ce moment à un nouvel examen. L'idée là-dernière est de laisser un peu plus de temps à l'industrie sucrière et aux producteurs pour s'adapter à l'évolution de leur marché.

Les arguments que la majorité fait valoir à l'appui de son raisonnement sont: d'abord les coûts relativement faibles, de l'ordre de 3 à 14 millions de francs en fonction de l'évolution des marchés; c'est ensuite la conviction que ce n'est pas à la Confédération de porter seule l'ensemble de l'effort, mais que les industriels de la transformation peuvent aussi porter une partie de cet effort; finalement, la durabilité de la production de sucre en Suisse, qu'il s'agisse des modes de transport ou de la production dans les deux usines de sucre ou de l'utilisation d'énergies renouvelables.

La minorité considère que la charge pour l'industrie est déraisonnable et qu'il n'est pas indiqué d'inscrire des montants spécifiques dans la loi. Il faut savoir que, aujourd'hui, dans la loi sur l'agriculture, un seul montant est mentionné de manière spécifique: la "Verkäzungszulage", soit la prime de transformation du lait en fromage. Pour le reste, ce sont des principes qui sont posés; c'est dans l'ordonnance que sont fixés les montants spécifiques.

Je vous invite à suivre la majorité de la commission.

Präsident (Kuprecht Alex, Präsident): Wir sind bereits am 3. Juni 2021 auf die Vorlage eingetreten.

**Bundesgesetz über die Landwirtschaft**
Loi fédérale sur l'agriculture*Detailberatung – Discussion par article***Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, ch. I introduction*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté***Art. 19 Abs. 2***Antrag der Mehrheit*

... brutto. Die Bestimmung ist bis 2026 befristet.

Antrag der Minderheit

(Noser, Ettlin Erich, Schmid Martin, Wicki)

Streichen

Art. 19 al. 2*Proposition de la majorité*

... bruts. La disposition est limitée à 2026.

Proposition de la minorité

(Noser, Ettlin Erich, Schmid Martin, Wicki)

Biffer

Noser Ruedi (RL, ZH): Es gibt in dieser Vorlage zwei Minderheiten. Die Minderheit, die ich jetzt vertrete, ist sicher mit Abstand die wichtigere von diesen beiden. Hier geht es darum, ob wir einen zusätzlichen Grenzschutz einbauen.

Sie müssen sich bewusst sein, dass die landwirtschaftlichen Produkte, die wir in der Schweiz produzieren, zum Teil zwar in den Direktverbrauch gehen, zu einem grossen Teil gehen sie aber in die verarbeitende Lebensmittelindustrie. Die verarbeitende Lebensmittelindustrie ist mit ihren Produkten dem Weltmarkt ausgesetzt, d. h., wenn die Schokoladen- und Biskuitindustrie exportiert, dann steht sie unter enormem Druck. Wenn Sie mit den Biskuitherstellern oder mit den Schokoladenherstellern sprechen, dann werden Sie feststellen, dass es hier einen grossen, grossen Konkurrenzkampf gibt.

Die Kommissionsmehrheit möchte jetzt zusätzlich einen Zollschutz von 7 Franken pro 100 Kilogramm einführen und argumentiert zum Teil damit, was für ein prozentualer Bruchteil von den Produktionspreisen das ist. Ich kann Ihnen zwei, drei andere Beispiele geben. Ich habe nämlich extra über einen Schokoladenhersteller recherchiert, der zwölf Fabriken auf der Welt hat und bei dem diese 7 Franken in der Schweiz ungefähr 10 Millionen Franken Mehrkosten verursachen würden. Wer in diesem Haus glaubt, dass ein Einkäufer 10 Millionen Franken Mehrkosten nicht anschaut, der weiss nicht, wie heute Märkte funktionieren. Das wird angeschaut. Im Endeffekt werden Sie hier entscheiden, wie wettbewerbsfähig die Schweizer Lebensmittelindustrie ist.

Ich kann mir nicht vorstellen, dass die Bauern die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Lebensmittelindustrie infrage stellen wollen. Wenn Sie nämlich die Verarbeitung anschauen, dann sehen Sie, dass die Schokoladenhersteller ja nicht nur Zucker kaufen. Die kaufen auch Getreide und sehr viel Milch, und diese Produktion würde dann auch wegbrechen. Das heisst, wenn Sie bei dieser Bestimmung der Mehrheit folgen und diese 7 Franken beschliessen, dann stützen Sie zwar den Zuckerrübenanbau, aber den Absatz machen Sie physikalisch noch intensiver kaputt, als Sie es eigentlich sowieso schon wollen.

Sie sehen, Ihre Kommission hat die Sache auch noch bis 2026 befristet. Ich muss Ihnen sagen: Ich bin schon lange im Parlament. Ich habe schon viele Befristungen erlebt, aber keine einzige, die wir aufgehoben haben,



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2021 • Zweite Sitzung • 14.09.21 • 08h15 • 15.479
Conseil des Etats • Session d'automne 2021 • Deuxième séance • 14.09.21 • 08h15 • 15.479



keine einzige! Ich kann Sie an die Finanzhilfen für Kinderkrippen erinnern, ich kann Sie ans Gentech-Moratorium erinnern oder an gestern:

AB 2021 S 772 / BO 2021 E 772

Gestern haben wir sogar den Volksentscheid zur Energiestrategie 2050, bei der die Förderabgaben befristet wurden – mit meiner Stimme, ich habe das unterstützt –, überstimmt. Das heisst, wir finden immer Argumente, um Befristungen weiterzuführen, und zwar wir alle, also der Sprechende inklusive. Ich habe da niemanden ausnehmen wollen. Das heisst, Befristungen sind eigentlich nur der Anfang von etwas, was ewig hält.

Darum bitte ich Sie, hier im Interesse der verarbeitenden Industrie, die ja schlussendlich sehr, sehr viele weitere Agrarprodukte in der Schweiz abnimmt, diesen Fehler nicht zu machen und folglich den 7-Franken-Zoll nicht zu beschliessen. Machen Sie hier nicht eine Wettbewerbsverschlechterung, sagen Sie hier zur Minderheit Ja, und sagen Sie zur Mehrheit Nein.

Levrat Christian (S, FR), pour la commission: J'ai pu développer auparavant les arguments qui parlaient en faveur de la majorité. Pour mémoire et pour garder la proportion en tête, j'aimerais simplement souligner que ces 7 francs de protection à la frontière représenteraient 14 millions de francs pour une industrie qui pèse 1,8 milliard de francs. Si l'on ramène ceci au nombre de plaques de chocolat, cela représenterait entre 0,3 et 0,5 centime par plaque de chocolat. C'est donc quelque chose d'assez négligeable. Par ailleurs, la production indigène de sucre est plus écologique que l'importation de sucre depuis l'étranger. Le cœur du problème est précisément de savoir si nous voulons maintenir une industrie sucrière indigène, auquel cas il faut que, d'une manière ou d'une autre, nous rendions la plantation de betteraves attractive pour les paysans concernés et que nous empêchions une réduction supplémentaire des surfaces de betteraves sucrières. Il y a en soi deux manières de le faire: la première est celle exposée dans la proposition Reichmuth, dont nous parlerons tout à l'heure, qui vise à augmenter les contributions spéciales à l'hectare; la seconde, dont nous débattions maintenant, est de prévoir une protection à la frontière.

En définitive, la question d'ordre politique est celle-ci: faut-il que la Confédération soutienne à elle seule l'ensemble de l'effort ou pouvons-nous demander à l'industrie concernée de faire un effort et de s'engager à hauteur de ces quelques millions de francs en échange de la protection renforcée à la frontière?

Salzmann Werner (V, BE): Ich erlaube mir, gleich zu beiden Minderheitsanträgen Noser sowie zum Antrag Reichmuth etwas zu sagen.

Ich bitte Sie, der Mehrheit der WAK-S zu folgen. Weshalb? In der Schweiz werden jährlich 240 000 Tonnen Zucker produziert; das entspricht einem Selbstversorgungsgrad von 70 Prozent. Sie wissen ja, dass die EU die Produktionsquoten für Zucker im Jahr 2017 abgeschafft hat. In der Folge stieg das Angebot von Zucker und führte dazu, dass der Zuckerprix in der Schweiz um 30 Prozent sank. Dies wiederum führte zu einem drastischen Rückgang der Produktionsfläche.

Auch die Pandemie hat uns eindrücklich aufgezeigt, dass eine einheimische Produktion von Grundnahrungsmitteln für unser Land wichtig ist. Es gilt, den derzeitigen Selbstversorgungsgrad von 70 Prozent unbedingt zu erhalten. Zur Erinnerung: Mit den Einnahmen aus dem Grenzschutz werden die Pflichtlager im Umfang von 3 Millionen Franken finanziert. Ohne Grenzschutz müsste diese Finanzierung auch neu geregelt werden.

Zudem unterstützt der Bund die Zuckerbranche mit rund 3 Millionen Franken in der Erforschung neuer, krankheitsresistenter Sorten oder in der Entwicklung beim Pflanzenschutz, notabene um die gesamte Wertschöpfungskette noch nachhaltiger zu gestalten. Dies benötigt naturgemäß etwas Zeit. Sowohl dieses Engagement wie auch die Umsetzung der Forschungsresultate in der Praxis würden obsolet, wenn die Zuckerbranche während einer Überbrückungszeit nicht gestützt und erhalten bliebe. Die Steuergelder wären somit verloren. Mit der vorgeschlagenen Befristung der Massnahmen erhält die Forschung der Zuckerbranche auch genügend Zeit.

Eine Verankerung des fixen Grenzschutzes in der Verordnung ist unberechenbar, da sie zeitnah geändert werden kann. Gemäss Stellungnahme vom 31. März 2021 weigert sich der Bundesrat, für die Pflanzer verlässliche Grenzschutzmassnahmen festzulegen. Die Rübenpflanzer brauchen aber Planungs- und Investitionssicherheit. Dem Parlament bleibt nichts anderes übrig, als dies im Gesetz zu regeln. Die Landwirtschaftsdirektoren haben sich auch dafür ausgesprochen. Es ist übrigens kein Novum, wenn das gesetzlich verankert wird. Herr Levrat hat dies in Sachen Verkäufszulage gesagt, die im Landwirtschaftsgesetz geregelt ist.

Sie wissen auch, dass der Schweizer Zucker eine um 30 Prozent bessere Ökobilanz gegenüber EU-Zucker aufweist. Das belegt auch eine Studie von 2017. Die Zuckerrübe ist eine ökologisch wichtige Ackerkultur. Das habe ich bereits letztes Mal im Eintretensvotum ausgeführt, weshalb ich jetzt darauf verzichte. Zudem wird



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2021 • Zweite Sitzung • 14.09.21 • 08h15 • 15.479
Conseil des Etats • Session d'automne 2021 • Deuxième séance • 14.09.21 • 08h15 • 15.479



Schweizer Zucker mit einem hohen Anteil an erneuerbarer Energie produziert.

Weiter löst eine einseitige Erhöhung der Einzelkulturbeiträge das Problem des fehlenden Grenzschutzes nicht. Denn mit einem Preis von nur 590 Franken pro Tonne Zucker kann den Rübenpflanzern kein wirtschaftliches Rübengeld ausbezahlt werden. Sie müssten Verluste schreiben. Die Pflanzer brauchen aber eine langfristige Perspektive für ihre Kultur. Oder einfach gesagt: Ohne Grenzschutz werden wir auch keine Zuckerrüben mehr haben!

Wir benötigen in der Schweiz zudem gleich lange Spiesse wie in der EU, sowohl beim Pflanzenschutz als auch beim Preis. Krankheiten und Schädlinge sind ein ernst zu nehmendes Problem im Zuckerrübenbau. Die Westschweizer, die Romands wissen, wovon ich rede. In der Schweiz sind jedoch verschiedene Pflanzenschutzmittel verboten. In der EU werden diese aber auf Antrag via Notzulassungen wieder erlaubt. Somit haben die Schweizer Rübenbauern hier ungleich lange Spiesse, und der Markt wird verzerrt. Verstehen Sie mich richtig, ich möchte nicht, dass die Zuckerrübenbranche diese umweltschädigenden Pflanzenschutzmittel einsetzt, aber der Verzicht darauf darf nicht vom Markt bestraft werden. Die nachhaltige Anbauweise in der Schweiz muss gestützt werden.

Die EU ihrerseits erhebt einen Grenzschutz von 419 Euro pro Tonne Zucker. Mit 70 Franken pro Tonne verlangt die Schweiz rund sechsmal weniger. Auch im Vergleich mit anderen Kulturen ist die Grenzbelastung der Zuckerrübe sehr tief: 100 Kilo Zucker werden lediglich mit 7 Franken belastet.

Eine weitere Frage ist: Wollen wir in der Schweiz nachhaltig produzierten Zucker oder Importzucker? Ich habe Ihnen gesagt, dass eine Studie bereits nachgewiesen hat, dass der Schweizer Zucker um 30 Prozent nachhaltiger angebaut und produziert wird als Importzucker. Diese Nachhaltigkeit findet eben über die ganze Wertschöpfungskette statt, bei Anbau, Produktion und Transport.

Die letzte Frage lautet – Herr Noser hat sie auch angetönt -: Ist die Lösung für die Lebensmittelindustrie tragbar? Da bin ich gar nicht gleicher Meinung. Ich finde, sie ist absolut tragbar, denn die vorgeschlagene Lösung ist auch für die nachgelagerte Verarbeitungsindustrie finanziell gut verträglich.

Ich zeige Ihnen anhand einer Tafel Milchschokolade ein anderes Beispiel. Eine 100-Gramm-Tafelschokolade enthält 45 Prozent Zucker. Mit einem Zuckerpreis von 60 Franken pro 100 Kilo entspricht das 2,7 Rappen. Wenn nun der Mindestgrenzschutz von 7 Franken pro 100 Kilo dazukommt, ergeben sich Mehrkosten von 0,3 Rappen auf dem Verkaufspreis einer Tafel Milchschokolade. Das ist meines Erachtens tragbar.

Sie sehen, die Lösung des Nationalrates bzw. der Mehrheit der WAK-S ist ein guter Kompromiss. Damit würde auch die Lebensmittelindustrie einen Beitrag an eine sichere Versorgung mit Schweizer Zucker leisten. Es wäre ein Beitrag aller Beteiligten zur Sicherung der inländischen Zuckerproduktion und zur wichtigen Selbstversorgung in der Schweiz.

Aus diesem Grund bitte ich Sie, der Mehrheit zu folgen und die Anträge der Minderheit Noser und den Einzelantrag Reichmuth abzulehnen.

AB 2021 S 773 / BO 2021 E 773

Reichmuth Othmar (M-E, SZ): Ich äussere mich hier zu diesem Artikel, weil ich später mit einem Einzelantrag zu Artikel 54 Absatz 2bis ein Gesamtkonzept vorschlage, das einen Kompromiss zu den bisherigen Anträgen darstellt. Konkret unterstütze ich hier den Minderheitsantrag Noser. Ich bitte Sie also, Artikel 19 Absatz 2 zu streichen und den vorgesehenen gesetzlichen Mindestgrenzschutz nicht in das Gesetz aufzunehmen. Ich kann Ihnen auch versichern, dass meine Motivation nur daher röhrt, dass ich generell gegen solche gesetzlichen Regelungen bin. Ich komme weder aus einem Kanton, der Zuckerrüben anbaut, noch sind wir irgendwo an einer Zuckerfabrik beteiligt. Die einzige Verbindung, die ich allenfalls habe, ist als Konsument von zuckerhaltigen Produkten. Als solcher nehme ich allerdings keine marktbeherrschende Stellung ein.

Wir brauchen also eine Lösung für Zuckerrüben, wir haben es jetzt wieder gehört. Ich habe, kann ich Ihnen versichern, sehr grossen Respekt vor den Herausforderungen, die bestehen und denen sich die Zuckerrübenpflanzer aktuell stellen müssen. Die trockenen Jahre, die Krankheiten und die noch nicht vorhandenen resistenten Sorten stellen die Produzenten vor erhebliche Probleme. Das hat sich nun auch ausgewirkt, und da habe ich volles Verständnis, dass man auf andere Saaten ausweicht. Der Beweis dafür ist, dass die Anbaufläche in den letzten Jahren von ursprünglich über 21 000 Hektaren auf aktuell, im laufenden Jahr, unter 17 000 Hektaren gesunken ist.

Die reduzierte Anbaufläche und der geringere Ertrag führen dazu, dass die Auslastung unserer Zuckerfabriken in Frauenfeld und Aarberg stark gesunken ist. Auch das bedauere ich sehr, weil ich gerade die Arbeit dieser Zuckerrübenfabriken ausserordentlich schätze. Ich habe mir selbst ein Bild davon gemacht: Sie haben bereits weitgehend ein ganzheitliches Kreislaufdenken umgesetzt, von der Wiederverwendung des Waschwassers



über das Recycling der Erde bis zur eigenen Abwasserreinigung, zur Rückführung der Rüben als Tierfutter und ganz besonders zum Einsatz von erneuerbaren Energien. Das ist lobenswert, vorbildlich und spricht sehr stark für die Zuckergewinnung im eigenen Land. Damit die Zuckerfabriken aber ihre Auslastung eben auch richtig nutzen können, brauchen wir eine Vergrösserung der Anbaufläche.

Leider, das ist auch erwähnt worden, haben nicht nur die Zuckerrübenbauern bzw. die Zuckerfabriken Probleme; auch die verarbeitende Industrie dürfen wir nicht ausser Acht lassen. Auch sie hat entsprechende Sorgen. Die Produktionskosten in der Schweiz sind aus bekannten Gründen hoch. Wenn wir das jetzt mit einem Mindestgrenzschutz noch zusätzlich erschweren, wird die Situation nicht besser. Der mit dem Grenzschutz verbundene Rohstoffpreisnachteil darf im Handel mit der EU nicht ausgeglichen werden, das hat in Bezug auf den Export und im Inland für alle zuckerverarbeitenden Betriebe eine direkte wettbewerbsverzerrende Wirkung. Die Entwicklung macht nachdenklich. Selbstverständlich nicht wegen dem, was wir hier diskutieren, aber in den letzten Jahren haben bereits zwei Schokoladenfabriken und eine traditionsreiche Backwarenfabrik ihre Tore geschlossen. Der Export von Biskuits ging in den letzten drei Jahren um 17 Prozent zurück. Gleichzeitig nehmen die Importe rasant zu. Diese Entwicklung ist besorgniserregend, und wir sollten das nicht befeuern, indem wir jetzt noch einen Mindestgrenzschutz aufbauen.

Es braucht aber unbedingt eine Lösung, um die einheimische Zuckerproduktion nicht nur zu halten, sondern wenn immer möglich zu erhöhen. Wir sollten das tun, indem wir den einen nicht schaden und den anderen direkt helfen. Es gilt, die Ende Jahr auf Verordnungsstufe auslaufende Regelung zu ersetzen. Es ist verständlich, dass die Rübenpflanzer und -verarbeiter eine mittel- bis langfristige Planungssicherheit brauchen. Im Antrag der Mehrheit der vorberatenden Kommission ist nun vorgesehen, dass die bisherige Verordnungsregelung bezüglich Mindestgrenzschutz und Stützungsbeitrag ins Gesetz überführt werden soll. Beim Stützungsbeitrag ist im Übrigen nicht klar, ob dieser unter der Direktzahlungsverordnung oder als Einzelkulturbetrag gelten soll; mehr dazu aber dann in meinem entsprechenden Antrag.

Grundsätzlich, und das ist die Crux, bin ich natürlich der Meinung, dass man eigentlich weder den Grenzschutz noch den Stützungsbeitrag ins Gesetz aufnehmen sollte. Die Vorgeschichte ist aber so abgelaufen, dass es wohl kaum noch einen Weg ohne diese gesetzliche Lösung gibt. Wenn wir das nun aber auf Gesetzesstufe tun, dann sollten wir wenigstens das Feld möglichst eng halten.

Ich plädiere darum dafür, dass wir Artikel 19 Absatz 2 streichen, diesen Wegfall dann aber in Artikel 54 Absatz 2bis kompensieren. Dieses Konzept, das heisst Streichung des Mindestgrenzschutzes und stattdessen eine zeitlich befristete, zusätzliche Erhöhung des Einzelkulturbetrages, hat folgende Vorteile: Wir machen keinen marktverzerrenden Eingriff in die Schweizer Zuckermarktordnung. Mit dem erhöhten Einzelkulturbetrag kompensieren wir den Wegfall des Mindestgrenzschutzes. Dieses Geld fliesst direkt zu den Rübenproduzenten. Das ist meiner Meinung nach immer noch das effizienteste Mittel, um die Anbaufläche zu vergrössern. Mit der Nichtaufnahme des Mindestgrenzschutzes ins Gesetz schaffen wir keine Präzedenz und öffnen keine Tür für weitere Begehrlichkeiten.

Somit bitte ich Sie bei Artikel 19 Absatz 2 des Landwirtschaftsgesetzes, der Minderheit zu folgen und den Mindestgrenzschutz zu streichen.

Fässler Daniel (M-E, AI): Ich bin nicht Mitglied der WAK, konnte oder musste aber als Ersatz von Ständerat Peter Hegglin an der WAK-Sitzung teilnehmen und habe dort den von ihm eingereichten Antrag übernommen und auch begründet. Deshalb erlaube ich mir, Ihnen zum Votum von Kollege Noser, zu seinem Minderheitsantrag, aber auch zum Einzelantrag von Kollege Reichmuth ein paar Überlegungen vorzutragen.

Es wurde von Kollege Reichmuth richtig gesagt: Die Branche braucht Planungs- und Investitionssicherheit. Weshalb beraten wir dieses Geschäft? Weil eben die Branche, die Landwirte, aber auch die Zuckerfabriken unsicher sind, da sie diese Planungs- und Investitionssicherheit im Moment nicht haben. Was wichtig ist – Kollege Reichmuth hat das richtig gesagt -: Was wir heute beraten, ist nicht etwas Neues. Die Kommissionsmehrheit möchte einzig und allein, dass etwas, das bisher auf Verordnungsstufe geregelt war, in das Gesetz geschrieben wird. Daran kann man sich aus puristischen Überlegungen stören. Aber wir schaffen damit Planungssicherheit, Rechtssicherheit, Investitionssicherheit für die betroffenen Landwirte und auch für die beiden Zuckerfabriken. Das, denke ich, ist wichtig. Die bisherige Regelung mit dem Grenzschutz auf Verordnungsstufe hat erreicht, dass der Rückgang der Anbauflächen bei den Zuckerrüben etwas gebremst werden konnte und sich heute bei ungefähr 18 000 Hektaren stabilisiert hat.

Kollege Noser hat ausgeführt, dass die Belastung der Lebensmittelindustrie nicht zu vernachlässigen sei. Er hat, wenn ich richtig zugehört habe, den Betrag von 10 Millionen Franken genannt, den ein Unternehmen allein als Belastung aus diesem Grenzschutz von 7 Franken auf 100 Kilogramm Zucker beziffert hat. Ich habe für mich eine andere Zahl notiert. Ich hoffe, meine sei richtig. Ich habe in der Kommission notiert, dass 2019 die



Belastung der gesamten Lebensmittelindustrie in der Schweiz 5,6 Millionen Franken betragen hat. Wir haben das damals auch in das Verhältnis zu den gesamten Umsatzzahlen der Lebensmittelindustrie gesetzt, und ich habe für mich notiert, dass der Grenzschutz die Lebensmittelindustrie um 0,3 Prozent des Umsatzes belastet. Kommt hinzu: Wenn wir auf der einen Seite den Grenzschutz gemäss Einzelantrag Reichmuth streichen und nicht in das Gesetz aufnehmen würden und wenn der Bundesrat auch auf eine Verordnungsregelung in diesem Sinne verzichten würde, dann würden wir die Lebensmittelindustrie einfach vollständig aus diesem Thema entlassen, sie vollständig davon befreien. Wenn wir auf der anderen Seite die Einzelkulturbeträge gemäss Einzelantrag Reichmuth erhöhen würden, hätte das zur Folge, dass der Bundeshaushalt stärker belastet würde. Ich meine, die Lebensmittelindustrie kann einen kleinen Beitrag leisten.

Herr Kollege Salzmann hat bereits eine Rechnung gemacht, die wir auch in der Kommission gemacht haben und die dort übrigens auch von den Vertretern der Lebensmittelindustrie

AB 2021 S 774 / BO 2021 E 774

nicht bestritten wurde. Es ist in der Tat so, dass dieser Grenzschutz eine Tafel Milchschokolade um 0,3 Rappen belasten würde. Ehrlich gesagt, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, das ist eine sehr marginale, irrelevante Grösse, bei der nicht wirklich ernsthaft von einer Mehrbelastung gesprochen werden kann.

Ich erlaube mir, im ganzen Kontext auch bereits den Einzelantrag Reichmuth anzusprechen. Diese Überlegung habe ich mir auch gemacht: Um wie viel müssten die Einzelkulturbeträge erhöht werden, damit auf den Grenzschutz verzichtet werden kann? Wir haben in der Kommission keine klare Antwort erhalten. Es wurde zwar festgestellt, dass die Erhöhung aufgrund der effektiven Zahlen in den Jahren 2000 und 2019 nur etwa 160 Franken betragen müsste, um dies zu kompensieren. Wenn wir aber die Volatilität der Zuckerpreise auf dem Weltmarkt und im EU-Raum beobachten, dann kann es, denke ich, auch sehr gut sein, dass diese Einzelkulturbeträge auf 3000 Franken erhöht werden müssten, um den fehlenden Grenzschutz zu kompensieren. Ich glaube, wenn wir dazu allein eine Zahl in das Gesetz schreiben, dann machen wir die Aufgabe nicht richtig. Ich glaube, es braucht eine ausgewogene Situation auf beiden Seiten, den Grenzschutz auf der einen und die Einzelkulturbeträge auf der anderen Seite.

Letztlich – und das ist für mich das Entscheidende – sichern wir damit die inländische Zuckerproduktion. Globaler Handel ist gut und recht, doch die letzten eineinhalb Jahre haben uns wieder vor Augen geführt, wie wichtig generell eine inländische Produktion ist, zumal diese beim Zucker dank erneuerbaren Energieträgern und kürzeren Transportwegen um einiges nachhaltiger ist als die Produktion in der EU.

Ich empfehle Ihnen daher, die Minderheitsanträge Noser abzulehnen und den Einzelantrag Reichmuth ebenfalls abzulehnen.

Stark Jakob (V, TG): Mit dem vorliegenden Entwurf zu einer Änderung des Landwirtschaftsgesetzes, ausgelöst durch die parlamentarische Initiative der WAK-S, wird die Schweizer Zuckerproduktion mit einem soliden Zwei-säulenkonzept gegen die billige EU-Konkurrenz geschützt: erstens mit einem Einfuhrzoll, mit dem die Preise des ausländischen Zuckers erhöht werden, zweitens mit einem Einzelkulturbetrag für Zuckerrüben, mit dem die Kosten der einheimischen Zuckerproduktion reduziert werden können.

Der Antrag Reichmuth möchte dagegen in Kombination mit dem Minderheitsantrag Noser zu Artikel 19 eine Reduktion auf ein Einsäulenkonzept, indem er den Einfuhrzoll streichen, dafür jedoch den Einzelkulturbetrag stärker erhöhen will. Das mag gut gemeint sein, aber nach meiner Beurteilung gibt es hier vier grosse Nachteile.

1. Die vorliegende Lösung der WAK-S mit einem Mindestzoll verhindert massive Preisausschläge gegen unten. Der Mindestzoll wirkt somit wie ein Sicherheitsnetz in Tiefstpreisphasen. Der Mindestgrenzschutz wirkt sehr gezielt und genau dann, wenn es eben die Wirkung braucht. Die Wirkung des Mindestgrenzschutzes kann nicht durch eine Erhöhung des Einzelkulturbetrags ersetzt werden, weil dieser Beitrag ja fix ist und nicht auf den Markt reagieren kann. Ein höherer Einzelkulturbetrag gemäss Antrag Reichmuth ist daher nicht zielführend.

2. Der Mindestgrenzschutz von 7 Franken pro 100 Kilogramm oder 7 Rappen pro Kilogramm ist für unsere Nahrungsmittelindustrie tragbar. Es geht um die Wettbewerbsfähigkeit der Nahrungsmittelindustrie, es geht aber auch um die Wettbewerbsfähigkeit der Schweizer Zuckerfabriken und des Schweizer Zuckerrübenanbaus. Hier müssen wir eine sorgfältige Abwägung vornehmen, und ich glaube, die ist in der WAK-S-Mehrheit gut erfolgt.

3. Wenn Sie den vorliegenden Entwurf der parlamentarischen Initiative genau anschauen, sehen Sie, dass er ein austarierter Kompromiss ist, der sicherstellt, dass in den nächsten fünf Jahren alle Akteure inklusive Bund solidarisch einen Beitrag für den Erhalt der Zuckerwirtschaft leisten. Die Rübenproduzenten sind daran, über die Rationalisierungen der Produktion Kosten zu sparen und überdies in ökologische Anbaumethoden



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2021 • Zweite Sitzung • 14.09.21 • 08h15 • 15.479
Conseil des Etats • Session d'automne 2021 • Deuxième séance • 14.09.21 • 08h15 • 15.479



zu investieren. Die Zuckerfabriken setzen Sparmassnahmen um und lösen Reserven auf. Die Nahrungsmittelindustrie zahlt einen minim höheren Zuckerpreis, und der Bund zahlt höhere Einzelkulturbbeiträge. Mit dem Antrag Reichmuth würde diese solidarische Gegenseitigkeit aus dem Gleichgewicht gebracht.

4. Die Erhöhung des Einzelkulturbbeitrags gemäss Antrag Reichmuth führt im Vergleich zum bundesrälichen Budget für das Jahr 2022 zu zusätzlichen Kosten im Umfang von 12 Millionen Franken gegenüber der Fassung der WAK-S, wo die Zusatzkosten 6 Millionen Franken betragen. Es sind also 6 Millionen Franken, die zusätzlich das Agrarbudget belasten. Hier besteht natürlich auch die Gefahr, dass diese Mehrausgaben innerhalb des Agrarbudgets kompensiert werden. Es stellt sich die Frage, wen es treffen wird, und es könnte durchaus auch das Berggebiet betreffen.

Ich komme zum Schluss: Damit die Schweiz weiterhin eine gute Versorgung mit Schweizer Zucker hat, befrage ich Ihnen, der parlamentarischen Initiative Bourgeois Jacques bzw. der vorliegenden Fassung der WAK-S-Mehrheit in der Vorlage zum Landwirtschaftsgesetz zuzustimmen und den Antrag Reichmuth sowie die Anträge der Minderheit Noser, obwohl sicherlich gut gemeint, abzulehnen.

Gapany Johanna (RL, FR): J'habite le même canton que certaines des 4500 familles de producteurs de betteraves, et j'espère vous voir soutenir la majorité de la commission.

Je ne reviendrai pas sur les chiffres, car beaucoup ont déjà été évoqués et je ne souhaite pas prolonger le débat, mais j'aimerais quand même m'arrêter sur certains enjeux en lien avec le montant articulé. En effet, si ce montant n'est pas extrêmement conséquent et n'a pas un grand impact pour les produits industriels, il a toute son importance pour les personnes qui disposent du savoir-faire et qui le maintiennent dans notre pays. Parmi les enjeux, il y a évidemment le maintien du savoir-faire, la valorisation d'un produit en Suisse et le maintien d'une industrie et de ses emplois dans l'intérêt des régions qui vivent de cette industrie. Et puis, il s'agit aussi de trouver le juste milieu entre la sécurité alimentaire et l'ouverture des frontières. J'ai presque envie de vous dire que face à l'appel légitime et assez juste à consommer moins de sucre, eh bien, tant qu'à consommer moins de sucre, autant qu'il soit issu de la production locale et de qualité.

Les 240 000 tonnes de sucre évoquées concernent toute la chaîne artisanale permettant la production de nos spécialités, qu'il s'agisse des meringues, de l'"Apfeltorte", des bricelets, de la "Nusstorte", des Läckerlis, des pralinés, et j'en passe. Cela concerne aussi toute la chaîne gastronomique, mais aussi les produits industriels, dont certains font leur succès à l'étranger. Lorsqu'une branche de chocolat contient 45 pour cent de sucre, cela m'étonnerait que l'on puisse encore apposer l'inscription "Made in Switzerland" sur un tel produit s'il contenait du sucre produit à l'étranger.

Il est clair, et les représentants de la minorité l'ont dit, que l'on pourra toujours se fournir en sucre à l'étranger. A quel prix? Personne ne peut le dire aujourd'hui. La seule garantie que nous avons aujourd'hui, c'est que nous pouvons proposer une légère et supportable augmentation du prix. Mais, à terme, en étant dépendants de l'étranger, nous ne savons absolument pas comment les prix évolueront et n'aurons aucune maîtrise de ces derniers. Bien sûr, l'ouverture du marché a amélioré notre qualité de vie – c'est un fait –, et je la soutiens. Désormais, la chose la plus difficile qu'il nous reste à faire, et c'est peut-être notre génération qui en a la responsabilité, c'est de trouver le juste équilibre entre l'ouverture des frontières et notre sécurité alimentaire. J'espère vous voir soutenir la majorité de la commission.

Gmür-Schönenberger Andrea (M-E, LU): Die Kommissionsmehrheit will Rechtssicherheit und Planungssicherheit für Landwirte und Zuckerfabriken. Das ist gut und recht, aber die Mehrheit schafft damit weitere Unsicherheiten für unsere Lebensmittelindustrie. Schauen Sie sich die Importlawine bei den verarbeiteten Produkten an: Der Marktanteil der Importware stieg im Schokoladenmarkt von 5 auf 43 Prozent, bei den Biscuits von 5 auf 53 Prozent, und bei den Zuckerwaren liegt er in der Zwischenzeit bei über 70 Prozent. Warum

AB 2021 S 775 / BO 2021 E 775

sollen unsere einheimischen Lebensmittelproduzenten nicht gegen billige EU-Importe geschützt werden, wie man das beim Zucker machen will? Ich will keine zusätzlichen Erschwernisse für unsere in der Schweiz produzierenden Unternehmen. Auch sie sind momentan und überhaupt in einer extrem schwierigen Lage.

Ich erlaube mir auch noch eine Bemerkung zur nachhaltigen Produktion. Bei mir kommt es ein bisschen seltsam an, wenn man sagt, die Zuckerproduzenten seien nur dann bereit, nachhaltig zu produzieren, wenn man jetzt einen Mindestgrenzschutz einführe und ebenso die Einzelkulturbbeiträge erhöhe. Gegen die Erhöhung der Einzelkulturbbeiträge habe ich nichts; da unterstütze ich voll und ganz den Einzelantrag Reichmuth. Ich möchte aber doch daran erinnern, dass ein Kompromiss eben dann gut ist, wenn alle Beteiligten etwas geben müssen und alle Beteiligten halbwegs zufrieden oder unzufrieden sind. Das ist dann gegeben, wenn die Minderheit



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2021 • Zweite Sitzung • 14.09.21 • 08h15 • 15.479
Conseil des Etats • Session d'automne 2021 • Deuxième séance • 14.09.21 • 08h15 • 15.479



unterstützt wird und dem Einzelantrag Reichmuth zugestimmt wird. Ich bitte Sie, dies zu tun.

Noser Ruedi (RL, ZH): Ich bin etwas erstaunt, dass wir hier wieder eine Eintretensdebatte führen. Ich habe gedacht, die Argumente seien in der Eintretensdebatte da gewesen. Darum habe ich nicht mehr alles ausgeführt und es kurz gemacht. Ich möchte nicht den Fehler begehen, jetzt hier auch die Eintretensdebatte zu führen. Aber ich möchte einfach die Dinge nochmals richtigstellen, die aus meiner Sicht nicht richtig gesagt wurden. Der erste Punkt ist, dass von den 400 Euro Grenzschutz, welche die EU erhebt, auch die Schweiz profitiert. Man kann nicht einfach sagen, die EU habe einen sechsmal höheren Grenzschutz. Die Schweiz profitiert direkt vom Grenzschutz der EU. Das muss man hier einfach einmal festhalten.

Der zweite Punkt: Wenn man die "Milchbüechli-Rechnung" von den 0,3 Rappen auf den Verkaufspreis im Laden macht, dann begreife ich, dass die Bauern kein Geld verdienen. Entschuldigung – es gibt einen Herstellungspreis, und die 0,3 Rappen sind nahezu 1 bis 2 Prozent des Herstellungspreises, und dann kommen alle Margen obendrauf. So funktioniert das. Wenn Sie also diese Rechnung machen, dann stellen Sie fest, dass die 0,3 Rappen im Laden sehr schnell 4, 5, 6 Rappen sein können. So rechnet man, es tut mir leid. Es gibt keine Marge, die man von oben nach unten rechnet. Man rechnet sie von unten nach oben.

Zur Planungssicherheit möchte ich einfach noch diesen Satz sagen: Wenn Sie die Produktionszahlen der Zuckerrübenproduzenten anschauen, dann sehen Sie, dass wir dort ein Problem haben. Aber das lösen Sie nicht mit den 7 Franken, und das lösen Sie auch nicht mit den Kulturbeiträgen. Wenn Sie die kantonalen Produktionszahlen anschauen, dann stellen Sie fest, dass es Kantone gibt, die wegen Schädlingsbefall 50 Prozent Ernteausfälle haben. Jetzt müssen Sie mir sagen: Wenn ein Bauer entscheiden muss, ob er Zuckerrüben anbaut oder nicht und – mit der Mehrheit oder der Minderheit – das Risiko hat, wegen Schädlingsbefall 50 Prozent Ausfall zu haben, dann wird er auch mit den höheren Beiträgen auf eine andere Kultur wechseln, weil er dieses Risiko mit der anderen Kultur nicht hat. Sie nehmen ihm dieses Risiko des Ausfalls nicht weg, weil wir bei uns beschlossen haben, gewisse Pestizide zu verbieten, die in der EU erlaubt sind. Das hat Jakob Stark richtig gesagt, und das ist jetzt das Resultat davon.

Der Bauer entscheidet aufgrund seiner Risikoüberlegung eben gar nicht so falsch. Das heisst, diese Vorlage wird nicht dazu führen, dass die Bauern in unserer Schweiz mehr Zucker produzieren werden, sondern sie wird dazu führen, dass Sie die Zuckerfabriken sanieren wollen. Das ist das Problem. Ich glaube nicht, dass ein Bauer, der ökonomisch überlegt, in die Zuckerrübenproduktion einsteigen wird, sogar mit den Beiträgen, die Herr Kollege Reichmuth vorschlägt.

Wenn Sie meine Minderheit zu Artikel 54 Absatz 2 anschauen, sehen Sie, dass der Bundesrat dort die Möglichkeit bekommt, auf den Markt zu reagieren. Der Zuckerpreis ist sehr volatil. In den letzten Jahren ist er übrigens nach oben gegangen, nicht viel, aber er ist wieder angestiegen. Wenn der Erdölpreis über 80 Franken liegt, dann steigt der Zuckerpreis sehr stark an; das kann man jetzt schon sagen, weil dann die Brasilianer vom Markt verschwinden werden. Wenn der Erdölpreis auf 20 Franken fällt, wird der Zuckerpreis wieder sinken.

In der Lösung der Mehrheit ist der Preis einfach fix definiert. In der Lösung der Minderheit steht, der Bundesrat solle auf den Markt reagieren und die Flächenbeiträge marktbezogen anpassen können. Das heisst, die Version der Minderheit erlaubt genau das, was Herr Stark erklärt hat, nämlich, dass man auf den Markt reagieren kann. Der einzige Unterschied, den es in der Version der Minderheit gibt, ist, dass man den Betrag nicht ins Gesetz schreibt. Wenn man einen Betrag ins Gesetz schreibt, kann man nicht auf den Markt reagieren. Ich werde mich dann bei meiner Minderheit zu Artikel 54 etwas kürzer fassen können.

Ich bitte Sie, meine Minderheit zu Artikel 19 zu unterstützen.

Salzmann Werner (V, BE): Ich möchte auf zwei Punkte reagieren. Erstens zur Marge, die Herr Noser erwähnt hat: Wenn die Hersteller auf diesen 0,3 Rappen ihre Marge aufgrund der Herstellungskosten erhöhen, haben sie einen Zusatzverdienst, ohne einen Rappen mehr für Personal und Infrastruktur ausgeben zu müssen; höchstens die Mehrwertsteuer könnte man rechnen – alles andere nicht. Ich überlasse es Ihnen, das zu beurteilen.

Zweitens: Frau Ständerätin Gmür-Schönenberger, ich habe nicht gesagt, die Bauern seien ohne Grenzschutz nicht bereit. Vielmehr habe ich gesagt, dass sie gleich lange Spiesse brauchten. Die nachhaltige Anbauweise in der Schweiz darf doch geschützt werden! Sie können doch nicht etwas verlangen und schützen und dann bezüglich Grenzschutz nicht Hand bieten. Das ist nicht nur hier die Frage, sondern generell bei der landwirtschaftlichen Produktion in der Schweiz.

Reichmuth Othmar (M-E, SZ): Nur noch kurz: Vorneweg möchte ich mich bedanken, dass mir für meinen Antrag zumindest der gute Wille attestiert wird. Ich möchte aber noch begründen, warum ich diesen Weg gewählt habe, und auf die Argumente, die ich jetzt zusätzlich gehört habe, Bezug nehmen.



Grundsätzlich müssen wir einfach wissen, dass wir mit der Festschreibung des Mindestgrenzschutzes im Landwirtschaftsgesetz Neuland betreten. Wir haben keine andere Bestimmung, die einen Mindestgrenzschutz im Landwirtschaftsgesetz vorschlägt. Wir haben im Landwirtschaftsgesetz aber bereits zwei Fälle, in denen Zulagen vorgeschrieben sind: Das betrifft die verkäste Milch und die silofreie Milch. Als ehemaliger Käser und Käsermeister habe ich mich über diese Regelung schon gefreut. Es gab aber auch Situationen, in denen ich mich geärgert habe, dass diese Regelung im Gesetz steht. Mit der Zulage betreten wir nicht komplett Neuland, weil die Bestimmung zeitlich befristet ist und weil das eigentlich der dritte Sündenfall ist. Die Zollregelung wäre aber ganz neu.

Wie schwierig es ist, eine Zollregelung im Gesetz zu haben, zeigt die Entwicklung, die wir beobachten können, seit diese parlamentarische Initiative im Raum steht, bzw. das, was auf dem Zuckermarkt seitdem gegangen ist. Nach den starken Anbauschwankungen im EU-Raum ist die EU aktuell wieder Nettoimporteurin. Der Zuckerpreis ist heute wieder etwa auf dem Niveau von 2017. Genau da zeigt sich, wie unflexibel eine solche Zollregelung ist. Die Schweizer Zuckermarktordnung ist eigentlich mit einer Regelung auf Gesetzesstufe nicht zu durchbrechen. Es braucht Flexibilität, das ist gesagt worden.

Zum Argument, dass die Wirtschaft aussen vor bleibt, wenn wir alles über die Flächenbeiträge machen: Ja, dieses Manko besteht. Aber wo ist das im Landwirtschaftsgesetz nicht der Fall? Wir machen alles über die Direktunterstützung der Landwirtschaft und federn dadurch die entsprechenden Preise ab.

Aus diesen Gründen ist es, glaube ich, richtig, wenn wir hier den Grenzschutz nicht ins Gesetz schreiben.

AB 2021 S 776 / BO 2021 E 776

Gmür-Schönenberger Andrea (M-E, LU): Kollege Salzmann hat es auf den Punkt gebracht: Es geht um gleich lange Spiesse, auch für die Lebensmittelindustrie.

Levrat Christian (S, FR), pour la commission: Je dois vous remercier pour ce débat, car c'est un de ces débats qui fait le charme du Conseil des Etats, où les lignes partisanes s'estompent au gré des intérêts régionaux, disons-le comme cela. C'est probablement ce qui fait la richesse de ce conseil. Beaucoup d'arguments ont déjà été développés dans le débat d'entrée en matière, donc je ne reviens pas sur cette question.

J'aimerais simplement m'arrêter sur un argument un peu original – ou un peu plus original – qui a été développé par notre collègue Noser tout à l'heure et qui consiste à dire que la raison pour laquelle des agriculteurs arrêtent de cultiver la betterave sucrière ne réside pas dans le prix, mais dans les difficultés phytosanitaires auxquelles ils sont confrontés.

Sur le principe, il a évidemment raison, et le Conseil fédéral y répond de deux manières, d'une part, en investissant – et cela a été exposé en commission – quelque chose de l'ordre de 3 millions de francs par année dans Agroscope pour développer des espèces plus résistantes nécessitant moins d'engagement de produits phytosanitaires, d'autre part, en prolongeant les contributions accordées à des cultures spéciales, dont on parle. Ce n'est pas aussi inefficace, cher collègue Noser, que vous le dites. Le chiffre à retenir à ce titre est que si un paysan utilise l'ensemble des moyens à sa disposition, s'il pratique une reconversion écologique de ses cultures de betterave sucrière, il touche des subventions cumulées de l'ordre de 6000 francs par hectare. On doit considérer, notamment en comparaison avec d'autres moyens de production, qu'avec un soutien de 6000 francs par hectare ces incitations sont tout à fait efficaces et devraient nous permettre d'empêcher un recul plus fort des surfaces de betterave sucrière.

Ceci dit, la majorité de la commission considère sur cet objet soumis au vote maintenant que l'industrie de la transformation peut faire un effort supplémentaire et vous invite à maintenir, dans la loi cette fois-ci, la protection à la frontière.

Parmelin Guy, président de la Confédération: Tout d'abord, en préambule et en complément de ce que vient de dire le président de la commission, je précise qu'il est faux de dire qu'il n'y a rien en matière de protection sanitaire en comparaison avec les autres pays. Nous avons homologué, sauf erreur, deux insecticides qui sont parfaitement utilisables, mais de manière ciblée, et qui correspondent à la stratégie qui est voulue d'utiliser les produits phytosanitaires de manière intelligente et ciblée, contrairement à l'enrobage des semences avec des néonicotinoïdes, qui eux posaient certains problèmes. Donc, cela complète et cela laisse une marge de manœuvre durant la période transitoire pour que les paysans, les planteurs de betteraves, puissent poursuivre, grâce aux nombreuses aides et aux nombreux soutiens que M. Levrat vient d'évoquer, la culture de betteraves. La stratégie du Conseil fédéral comprend un soutien important à la production, la promotion d'une production écologique et le maintien de la compétitivité de l'industrie consommatrice de sucre. Cette stratégie permet d'apporter l'argent directement aux producteurs de betteraves. Elle garantit la production durable de sucre à



long terme sans nuire à l'industrie. En compensation de la faible protection douanière pour le sucre, la culture de betteraves sucrières, vous le savez, est fortement encouragée par des contributions. Le soutien est très élevé par rapport à d'autres cultures et aussi par rapport aux pays voisins. Il ne s'agit donc pas de la hauteur de la contribution; le Conseil fédéral a d'ailleurs déjà laissé entendre dans sa prise de position qu'il laissera la contribution à des cultures particulières pour les betteraves sucrières à 2100 francs si l'initiative parlementaire ne devait pas être mise en oeuvre. Toutefois, le Conseil fédéral rejette la fixation des taux de contribution dans la loi, ce qui serait également, il faut le relever, une inégalité de traitement par rapport à d'autres cultures.

Le Conseil fédéral rejette donc le maintien de cette protection douanière minimale car celle-ci nuit à la compétitivité de l'industrie alimentaire produisant en Suisse. Plus de 80 pour cent des 300 000 tonnes correspondant aux besoins totaux de sucre sont transformés par l'industrie alimentaire et vendus en Suisse et à l'étranger par exemple sous forme de chocolat, de boissons sucrées ou de produits de confiserie. En raison de la renonciation mutuelle aux mesures de compensation des prix qui a été convenue avec l'Union européenne, le prix du sucre indigène supérieur au niveau des prix pratiqués dans l'Union européenne représente effectivement un désavantage concurrentiel pour les industries alimentaires en Suisse, que ce soit pour les ventes de denrées alimentaires en Suisse ou dans l'Union européenne.

Il convient tout de même de noter que l'industrie alimentaire, dans son ensemble, fournit quelque 74 000 emplois équivalents temps plein en Suisse.

Pour le Conseil fédéral, je l'ai dit, c'est l'ensemble de la chaîne de valeur qui est important. Une politique à l'encontre de ses propres clients ne serait pas non plus dans l'intérêt de l'agriculture. Les entreprises, et cela a été relevé par plusieurs d'entre vous, sont déjà confrontées à une forte concurrence sur leur marché d'exportation, et la pression des importations en Suisse augmente également de manière forte. Cela a été dit, entre autre par Mme Gmür-Schönenberger, les importations de chocolat et de biscuits augmentent, alors que la consommation diminue. Le Conseil fédéral est convaincu qu'une protection douanière minimale n'est donc pas la bonne voie pour sauver la production de sucre en Suisse. Elle est même dangereuse pour l'industrie et, à long terme, aussi pour l'agriculture elle-même.

Pour le Conseil fédéral, la limitation du droit minimum jusqu'en 2026 est à la limite, je dirais, de l'honnêteté intellectuelle. Si vous vous souvenez, le Conseil fédéral a introduit ces mesures, pour une période limitée déjà, jusqu'en 2021, avec pour but d'aider l'industrie sucrière qui se trouvait dans une situation difficile suite à la levée des quotas dans l'Union européenne. Il y avait trois ans pour trouver une solution. Que s'est-il passé? Rien. Il faut être clair. Rien! Et maintenant, vous voulez fixer cela dans la loi, en disant qu'il faut encore se donner cinq ans pour trouver quelque chose. Je vous défie: dans cinq ans, nous nous retrouverons ici pour discuter de la prolongation de cette mesure dans la loi.

Il faut voir que, depuis lors, et cela a été relevé sauf erreur par M. le conseiller aux Etats Reichmuth, les conditions du marché ont aussi changé. La production dans l'Union européenne a à nouveau diminué, et l'Union européenne est à nouveau un importateur net de sucre. Cette mesure n'est plus nécessaire, tout simplement. Elle nuit à notre secteur agroalimentaire, notamment par rapport aux concurrents européens. Les prix sont aussi à la hausse sur le marché mondial.

En conclusion, je me permets de vous citer les trois dernières phrases du communiqué aux médias, qui est paru le 10 septembre dernier, de la Fédération suisse des betteraviers: "D'une part, sur le marché international, le prix du sucre est en hausse et, d'autre part, la demande de sucre suisse ne tarit pas. Sucre Suisse SA ne peut d'ailleurs couvrir que 60 pour cent des 320 000 tonnes demandées. Les capacités de transformation dans les fabriques sont là, il ne s'agit plus que de trouver des agriculteurs décidés à miser plus sur les betteraves."

Il est donc sous-entendu qu'il faut soutenir mieux la production de betteraves, et ce n'est pas avec 7 francs de droits de douane inscrits dans la loi que vous y arriverez.

Pour ces raisons, je vous demande, au nom du Conseil fédéral, de suivre la minorité de la commission.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit ... 24 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 20 Stimmen

(0 Enthaltungen)

AB 2021 S 777 / BO 2021 E 777



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2021 • Zweite Sitzung • 14.09.21 • 08h15 • 15.479
Conseil des Etats • Session d'automne 2021 • Deuxième séance • 14.09.21 • 08h15 • 15.479



Art. 54

Antrag der Mehrheit

Abs. 2bis

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Antrag der Minderheit

(Noser, Ettlin Erich, Minder, Schmid Martin, Wicki)

Abs. 1 Bst. a

a. ... eine angemessene und ausgewogene Versorgung der Bevölkerung mit pflanzlichen Produkten zu erhalten;

Abs. 2

... und bestimmt unter Berücksichtigung der Marktentwicklung die Höhe der Beiträge.

Abs. 2bis

Streichen

Antrag Reichmuth

Abs. 2bis

... bis ins Jahr 2026 ein Einzelkulturbetrag von 2400 Franken pro Hektare und Jahr ausgerichtet. (Rest streichen)

Art. 54

Proposition de la majorité

AI. 2bis

Adhérer à la décision du Conseil national

Proposition de la minorité

(Noser, Ettlin Erich, Minder, Schmid Martin, Wicki)

AI. 1 let. a

a. ... approvisionnement approprié et équilibré de la population avec des produits végétaux;

AI. 2

... des contributions en tenant compte de l'évolution du marché.

AI. 2bis

Biffer

Proposition Reichmuth

AI. 2bis

Une contribution à des cultures particulières de 2400 francs par hectare et par an est versée jusqu'en 2026 pour la culture de betteraves à sucre destinées à la fabrication de sucre. (Biffer le reste)

Levrat Christian (S, FR), pour la commission: Je vais me limiter à décrire les propositions, car je crois que les arguments ont tous été exposés. La minorité Noser vous propose de supprimer tout chiffre dans la loi et de le remplacer par les critères qui doivent guider le Conseil fédéral dans la détermination du montant.

La majorité vous propose de maintenir 2100 francs de contribution par hectare.

La proposition Reichmuth proposait de supprimer à l'article précédent la protection à la frontière, et en contrepartie d'augmenter à 2400 francs la contribution par hectare. Je laisserai notre collègue Reichmuth décider du sort qu'il entend donner à sa proposition, compte tenu du vote précédent.

Reichmuth Othmar (M-E, SZ): Mit dem Entscheid von vorhin macht der Einzelantrag auf einen Einzelkulturbetrag von 2400 Franken selbstverständlich keinen Sinn mehr. Das wäre ein kombinierter Beitrag für den Ausfall des Mindestgrenzschutzes und die Erweiterung der Fläche gewesen. Was ich eigentlich noch bedauere – das wäre der zweite Teil gewesen; ich rede in dieser Form, weil ich vorwegnehme, dass ich den Antrag zurückziehe –, ist, dass wir im Mehrheitsantrag eine Vermischung haben. Das ist eine rein technische Geschichte, die die bereits bestehende Komplexität der Agrarpolitik noch verstärkt. Wir reden hier von einem Einzelkulturbetrag, und die entsprechende Verordnung regelt eben genau keine Produktionsmethoden, das wäre eigentlich über die Direktzahlungsverordnung anzumelden.



Es macht aber, glaube ich, keinen Sinn, für dieses Detail den ganzen Einzelantrag aufrechtzuerhalten, darum ziehe ich diesen zurück.

Noser Ruedi (RL, ZH): Ich mache mir keine Illusionen über die Mehrheitsverhältnisse in diesem Rat, insbesondere nachdem der vorherige Antrag, bei dem ich glaubte, grösste Unterstützung zu haben, nicht durchgekommen ist. Trotzdem möchte ich kurz begründen, warum mein Minderheitsantrag eigentlich der richtige Weg wäre.

Erster Punkt: Wenn Sie dem Bundespräsidenten vorhin zugehört haben, haben Sie vernommen, dass er gesagt hat, dass man auf zwei Dinge reagieren müsste: einerseits auf den Markt, andererseits auf die Sortenentwicklung. Das sind die beiden Dinge, auf die man reagieren muss. Wenn man eine Ackerfrucht anbaut und nicht weiß, ob man 50 Prozent Ertrag mehr oder weniger hat, verstehe ich als Erster, dass es schwierig ist. Dass man da etwas tun muss, ist klar. Die Minderheit hat die Zusage des Bundesrates, dass er das auch tut; er hat immer gesagt, er würde das verfolgen und etwas tun. Das war das Konzept der Minderheit.

Zweiter Punkt: Das Problem haben wir bekanntlich nicht nur beim Zucker, sondern bei allen für den Direktverzehr geeigneten Ackerfrüchten. Das ist eine Tatsache! Die Minderheit würde tun, was eine moderne Agrarpolitik, wie wir sie nach der AP 2022 plus möchten, eigentlich tun sollte, und zwar gewisse Dinge ökologisch und nachhaltig richtig aufzusetzen. Das heißt, Ackerfrüchte, die für den Direktverzehr geeignet sind, sollen anders behandelt werden als Ackerfrüchte, die für Futtermittel geplant sind. Das wäre das Konzept der Minderheit, das man eigentlich umsetzen sollte. Es wäre ökologisch sinnvoll und würde eine richtige Richtung vorgeben, nämlich dass wir auf unserer Ackerfläche vermehrt pflanzliche Nahrung anbauen, die entweder direkt in die Lebensmittelverarbeitung geht oder direkt verzehrt werden kann. Das ist das Konzept einer modernen Agrarpolitik.

Der Bundespräsident hat die Zusage gemacht, dass er das Problem des Zuckers ernst nehme und bereit sei, es zu lösen. In der Vergangenheit hat er es über die Verordnung gelöst und in der Kommission versprochen – vielleicht macht er das hier im Rat noch einmal –, dass er das auch in der Zukunft anschauen und lösen wolle. Das heißt, das Problem ist eigentlich gelöst.

Zudem haben wir hier einen zukunftsträchtigen Minderheitsantrag, dem die Mehrheit gegenübersteht, die sagt, bis 2026 gebe es den Zuschuss. Die Mehrheit behauptet, bis 2026 seien die resistenten Rüben da. Gerne würde ich wissen, woher die Mehrheit das weiß. Es kann sein, dass sie schon nächstes Jahr da sind; es kann aber auch sein, dass sie 2030 noch nicht da sind. Keiner weiß also, wie schnell diese Züchtungsfortschritte vorstatten gehen werden. Keiner weiß das!

By the way: Rüben sind für 12 Prozent der Pestizide in der Schweiz verantwortlich – 12 Prozent der Pestizide! Das fördern Sie jetzt, wenn Sie dem Antrag der Mehrheit zustimmen.

Die Minderheit nimmt Rücksicht auf all das und würde ein ausgewogenes System unterstützen. Daher bitte ich Sie, hier der Minderheit zu folgen.

Vara Céline (G, NE): Il ne doit pas y avoir de problème avec les subventions dans l'agriculture suisse. L'agriculture suisse ne survivrait pas à la concurrence extrême à laquelle elle doit faire face sans les subventions, sans une aide massive de la Confédération. Je n'ai aucun problème avec ce constat. Une agriculture de proximité est ce prix-là.

J'aurais pu me satisfaire de la première proposition de la commission du Conseil national dans laquelle la culture biologique recevait un supplément plus important de la part de la Confédération, dans laquelle il y avait vraiment une plus-value concrète et qui favorisait la culture biologique.

Dans ce débat, j'ai très peu entendu, voire pas du tout, d'arguments en faveur de la biodiversité. Or, vous savez que la biodiversité subit une pression extrême. Aujourd'hui, avec la proposition de la majorité, nous allons artificiellement subventionner la culture conventionnelle de la betterave sucrière pendant cinq années supplémentaires. Je pense que cette culture – et l'expérience l'a démontré – n'a pas d'avenir sous cette forme, elle ne peut avoir d'avenir que si elle est durable. Cela a été très bien expliqué par le rapporteur.

La Confédération encourage la recherche pour rendre la culture de la betterave durable, une production durable qui

AB 2021 S 778 / BO 2021 E 778

est aussi soutenue par Agroscope qui fait des recherches sur des espèces plus résistantes. C'est ce vers quoi nous devons nous tourner. M. le président de la Confédération l'a mentionné aussi: deux nouveaux pesticides de synthèse ont été homologués – mais qui, soit dit au passage, restent des produits toxiques – et seront utilisés durant une période de transition jusqu'à ce que la recherche aboutisse, grâce aux moyens conséquents



qui ont été investis.

Dans cette configuration, si on veut viser une culture attractive de la betterave, il ne faut pas continuer à subventionner massivement l'agriculture conventionnelle. C'est pourquoi je déplore que nous ne soyons pas restés sur le premier projet de la commission du Conseil national, qui suscitait un intérêt beaucoup plus important chez les paysans concernés pour se diriger vers une culture biologique de la betterave sucrière. C'est la raison pour laquelle je suivrai la minorité.

Parmelin Guy, président de la Confédération: Je l'ai dit et je le répète, le Conseil fédéral a fait valoir dans sa prise de position qu'il maintiendra la contribution à des cultures particulières à 2100 francs si l'initiative parlementaire n'est pas mise en oeuvre. On se dirige vers une telle solution.

L'objectif de cette initiative parlementaire était de compenser la faible protection douanière pour le sucre en encourageant fortement la betterave sucrière. Le Conseil fédéral rejette toutefois la fixation des taux de contribution dans la loi. Je l'ai dit, cela constituerait une inégalité de traitement par rapport à d'autres cultures, et l'expérience nous montre qu'il est beaucoup plus normal de fixer des dispositions d'application – et donc ce genre de mesures mettant des moyens financiers à disposition – au niveau de l'ordonnance. On peut adapter ainsi régulièrement les dispositions pertinentes en fonction des besoins. En fixant des contributions dans la loi, vous y ancrez un chiffre valable jusqu'en 2026. La marge de manœuvre du Conseil fédéral sera restreinte, et, surtout, vous créez ainsi un précédent.

Je vous invite, pour cette raison, à suivre ici aussi la minorité.

Präsident (Kuprecht Alex, Präsident): Der Antrag Reichmuth ist zurückgezogen worden.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit ... 24 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit ... 19 Stimmen
(0 Enthaltungen)

Ausgabenbremse – Frein aux dépenses

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 15.479/4570)
Für Annahme der Ausgabe ... 44 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)

Das qualifizierte Mehr ist erreicht
La majorité qualifiée est acquise

Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 15.479/4571)
Für Annahme des Entwurfes ... 26 Stimmen
Dagegen ... 15 Stimmen
(2 Enthaltungen)